Communiqué du CRIJ - 16/10/2026

SOUTIEN AUX JEUNESSES, À TOUTES LES JEUNESSES

« Ils sont manipulés. » « Leur place est en classe. » « Ils ne savent pas vraiment ce qu'ils veulent. » Depuis que les jeunesses se mobilisent à travers le pays, ces discours saturent le débat public. Ils ont un point commun : Des postures qui contestent aux jeunes le droit de s'exprimer, de porter leurs propres revendications, de prendre part aux décisions qui les concernent. Ces postures confortées par des éléments de langages médiatiques éloignent le débat de son centre d'intérêt.
Pourtant, leurs slogans et revendications sont légitimes et font écho à ce que nous constatons sur le terrain : une compétition qui s'intensifie, des inégalités scolaires qui se creusent, la précarité, les discriminations, l'angoisse de l'orientation dès le collège, une autonomie qui arrive de plus en plus tard, le dérèglement climatique…

Comment entretenir un rapport serein à l'avenir dans ces conditions ? Loin d'être manipulé·es, les jeunes mobilisé·es décrivent avec lucidité le monde dans lequel ils et elles grandissent.
Face à une société qui pousse chacun·e à se penser seul·e responsable de sa trajectoire, ils et elles font un autre choix : s'organiser et agir collectivement, imaginer des alternatives et promouvoir la solidarité. Ils·elles nous montrent une autre voie.

Permettre aux jeunes d'accéder à l'information, de connaître leurs droits, penser et agir par eux-mêmes : c'est l'une des principales missions du réseau Info Jeunes. En interpellant les pouvoirs publics aujourd'hui, les jeunes mobilisé·es mettent précisément en pratique ce que l'Éducation à la citoyenneté et l'Éducation populaire cherchent à faire advenir.
Trop souvent il est reproché aux jeunes de ne pas s'engager ; lorsqu'ils et elles le font, il leur est reproché de ne pas le faire comme il faudrait. L'émancipation, est souvent un chemin qui demande aux cadres institutionnels de se requestionner et d'accepter en partie sa remise en cause afin que les concernés.es puissent faire valoir leurs paroles et que cela produise des effets concrets.

Le CRIJ Auvergne-Rhône-Alpes reconnaît les jeunes comme des interlocuteurs légitimes et demande que leurs revendications soient pleinement considérées. La réponse qui leur est apportée ne saurait être la violence, qu'elle soit policière ou institutionnelle, car rien ne justifie qu'un·e jeune soit humilié·e, intimidé·e, blessé·e pour s'être exprimé·e. Nous demandons le plein respect de ce droit d'expression et de manifestation.

Nous souhaitons écouter ce que les jeunesses ont à nous dire, leur faire confiance et leur donner les moyens qu'elles réclament. Elles n'ont pas à attendre de « grandir » pour cela, il en va de la vitalité de notre démocratie.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à nous contacter :

Nadia BENICHOU, Direction
direction@info-jeunes.fr